



Après avoir savamment dosé pendant des années les pires rumeurs afin de mettre sous pression les travailleurs et leur faire accepter de lourds sacrifices ; après avoir entretenu un suspens insoutenable et indécent de plusieurs jours, la direction du groupe VW a donc tranché : 3.500 ouvriers et 500 employés du site de Forest seraient jetés à la rue comme des malpropres. Sans compter les milliers d'emplois (estimés entre 8.000 et 12.000) menacés chez les fournisseurs et les sous-traitants ! Seuls 1.500 emplois seraient maintenus dans l'entreprise, et ces travailleurs seront certainement soumis à une pression énorme, à de nouveaux sacrifices et cela sans garantie aucune d'avenir puisque l'usine ne peut tenir à terme un rythme de production « rentable » avec de tels effectifs réduits.

Dans d'autres sites européens également la direction de VW veut flinguer l'emploi à l'artillerie lourde, mais on ignore encore où et en quelles quantités. Car massacre social à la tronçonneuse de VW Forest se place dans le cadre d'une vaste restructuration menée par la multinationale afin d'économiser 7 milliards d'€ d'ici 2008. Et cela alors que le groupe VW engrange de plantureux bénéfices : 1,1 milliards d'€ en 2005 et déjà près d'un milliard d'€ pour le seul premier trimestre 2006. Le bénéfice d'exploitation de la multinationale a augmenté de 89,5% tandis qu'à la Bourse, le cours de ses actions depuis les premières annonces de licenciement massifs en 2004 sont à la hausse; passant de 30 € l'action à 81,25 € aujourd'hui...

Bref, la société veut faire encore plus de profits en adaptant ses capacités de production et en transférant la production des modèles de l'un à l'autre de ses sites européens. Et tout cela pour le seul plaisir d'actionnaires parasites qui vont voir leurs dividendes grimper en flèche.

Contrairement à ce que veulent nous faire croire le patronat belge ou le gouvernement Verhofstadt afin de fuir leurs propres responsabilités, ce n'est pas le « nationalisme » (20.000 emplois vont également passer à la trappe en Allemagne!) ni la « trahison » des syndicats allemands qui expliquent fondamentalement ce drame social et la décision du groupe de frapper mortellement l'usine de VW-Forest ; c'est le capitalisme à l'état pur.

Spectacle affligeant

L'ampleur des licenciements chez VW est par ailleurs un démenti cinglant adressé aux pouvoirs politiques de ce pays qui ne cessent d'une part d'imposer des sacrifices aux travailleurs et d'autre part d'offrir cadeaux sur cadeaux au patronat afin de « garantir l'emploi ». Malgré les plus de 5 milliards d'€ de réduction des charges patronales (autrement dit autant de pertes pour la Sécu, pour le salaire socialisé des travailleurs), malgré la réduction de 10% du précompte sur le travail en équipe (500 millions d'€ et qui concerne directement le secteur automobile), les vagues de licenciements se succèdent les unes après les autres.

Dans le cadre du système actuel, le patronat ne veut et ne peut garantir rien du tout, ses belles promesses ne sont que du vent, la seule chose que ce système veut garantir, ce sont les profits pour une minorité, tout le reste ne vaut rien s'il entre en contradiction avec cet objectif. Après VW, les responsables politiques qui continuent à affirmer qu'il faut accorder plus de cadeaux aux entreprises pour maintenir l'emploi sont au mieux des « idiots utiles » pour les patrons, au pire de parfaits hypocrites et des larbins de bas étage au service du capital.

Les réactions des politiciens traditionnels sont une fois de plus affligeantes et pitoyables d'hypocrisie. Les « bonnes intentions » et les larmes de crocodiles coulent à flots mais aucun n'exige de sanctions à l'égard de la direction de VW si elle ne maintient pas l'emploi. Lorsqu'un travailleur ne respecte pas ses engagements, il est immédiatement sanctionné. Mais il semble que le patronat soit d'essence divine puisqu'il échappe à toute sanction de la part des autorités publiques vis à vis desquelles il s'est engagé, a promis, etc. en échange de plantureux cadeaux payés par la collectivité. La seule « réponse » des irresponsables politiques est d'avaliser le massacre et de faire payer les pots cassés une nouvelle fois par la collectivité.

Par contre, ces mêmes politiciens qui se déclarent tous comme des « amis compatissants des ouvriers » ont immédiatement mobilisé les forces de répression afin de briser dans l'œuf tout « débordement » : plus de 500 effectifs policiers, des autopompes et jusqu'à des chiens dressés pour déchiqueter, comme si les travailleurs étaient des terroristes. C'est au contraire les patrons de VW qui auraient dû être immédiatement mis en état d'arrestation pour trouble à l'ordre public !

Quelles réponses syndicales ?

Jusqu'à présents, les réactions syndicales sont pour le moins timorées et en dessous de l'enjeux. Alors qu'ils étaient réunis en assemblée générale ce mercredi 23 novembre, aucune perspective de lutte, aucun plan d'action n'a encore été annoncé, mis à part en fin de journée la tenue d'une manifestation nationale pour le samedi 2 décembre - à laquelle nous appelons bien entendu à participer en masse.

L'abattement et la démoralisation des travailleurs sont énormes et compréhensibles suite à ce coup de massue qui démolit leur vie personnelle et leur collectif de travail. Raison de plus pour leur offrir au plus vite une perspective de lutte offensive et déterminée en les impliquant directement dans son organisation. Mais une première occasion a été perdue ce mercredi de les organiser à partir de l'occupation de l'usine; ils ont au contraire été invité à rentrer chez eux et seule une poignée se relaie au piquet et dans l'occupation.

Quant aux directions syndicales fédérales, si elles marquent leur solidarité, il est clair qu'aucune volonté de mobilisation interprofessionnelle ne se dégage afin de soutenir les travailleurs de VW dans la lutte contre les licenciements. Ces derniers sont considérés avec un fatalisme démoralisant alors que la seule attitude réaliste est au contraire d'exiger le maintien de l'emploi, de refuser les licenciements.

Ainsi, puisque les patrons de VW affirment vouloir garder 1.500 emplois, soit l'équivalent d'une équipe, tous les 5.000 travailleurs pourraient parfaitement êtres préservés en les faisant tous travailler par rotation une semaine sur cinq et en étant le reste du temps en chômage partiel avec maintien intégral du salaire et des primes. Un tel système pourrait fonctionner un an ou deux, le temps d'élaborer un véritable plan de reconversion qui garantisse tout l'emploi et l'avenir du site à long terme.

Interdire les licenciements !

En France, la LCR, organisation-sœur du POS, mène campagne pour une interdiction légale des licenciements pour les sociétés qui font du profit. En Belgique, il y a quelques années, le député Vincent Decroly avait également déposé un projet de loi allant dans ce sens. L'histoire sociale belge et européenne récente est en effet jalonnée d'exemples d'entreprises multinationales qui délocalisent ou sabrent dans les effectifs dans le seul but d'augmenter encore plus les « retours sur investissements » pour des actionnaires dont la soif de profits est intarissable.

Écrit par LCR

Dimanche, 19 Novembre 2006 02:00 -

Bref, à terme, une loi - y compris au niveau européen - qui interdirait de telles pratiques devrait être une perspective concrète. Et elle ne peut devenir réalité que par la lutte et la construction d'un rapport de forces à la fois sur le terrain social et sur le terrain politique. Le drame de VW met une fois de plus en lumière également la profonde nuisance sociale du système capitaliste. Seule une alternative à ce système peut définitivement mettre un terme à des cataclysmes sociaux tels que VW, Splintex, DHL, la Sabena, Clabecq, Renault-Vilvoorde, ...

Dans l'immédiat, le POS adresse toute sa solidarité aux travailleurs de VW, est, et sera à leur côté dans leur lutte. Nous appelons toutes les forces progressistes, tous les travailleurs/euses et organisations syndicales à soutenir activement ces travailleurs et à se mobiliser. Seule une vaste mobilisation unitaire contre les licenciements pourra être réellement efficace.

Parti Ouvrier Socialiste, 23/11/2006